

Société

Fin du monde, fin du mois

Des interpellations qui convergent

Ils n'avaient jamais manifesté. Et les voilà à battre le pavé. Certains scandent « *on est plus chaud que le climat* ». D'autres ont revêtu un gilet jaune. Tous interpellent avec insistance les politiques, ces derniers mois. Dans la presse, il fut question de gilets jaunes et de gilets verts. Les revendications peuvent-elles se rejoindre ?



Avec le soutien de

FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES

« La planète bleue a besoin de jaune pour redevenir verte »
Phrase inscrite sur un gilet jaune

Des observateurs ont mis en avant une opposition entre ceux qui appellent à se soucier urgemment du climat et ceux qui font état de leur détresse face à un niveau de vie insuffisant ; entre gilets verts et gilets jaunes. On a alors vu fleurir la formule : « *fin du monde et fin du mois, même combat* », dans une volonté de réunir les forces. Faut-il en effet choisir entre les deux types revendications : environnementales et sociales ? Au-delà des slogans, on peut voir des signes de convergences.

1

Le carburant comme déclencheur

À l'impulsion du mouvement des gilets jaunes, il y a l'augmentation de la taxe sur les carburants que le gouvernement français décide en 2018 et la hausse en parallèle du prix des carburants. Certains ont pu alors penser que les arguments environnementaux avancés par les politiques pour justifier la taxe sur les carburants étaient balayés d'un revers de la main par une partie de la population soucieuse de son porte-monnaie et indifférente à l'avenir de la planète. Cette interprétation semble trop étroite. Aujourd'hui, des chercheurs mettent en lumière un rapport bien plus nuancé des gilets jaunes aux enjeux environnementaux. « *Bien éloigné d'une indifférence, d'une résistance de principe ou d'un déni de circonstance* », indiquent des chercheurs réunis dans le Collectif Jaune Vif ¹.

Le coût de la vie et les inégalités

Au-delà d'une histoire de taxe impopulaire, le cœur de la colère exprimée par les gilets jaunes, en France comme en Belgique d'ailleurs, c'est le coût de la vie. Comme l'indique l'économiste Nadine Levratto dans *Alternatives économiques*², la véritable raison d'être du mouvement ne se trouve pas dans la taxe du diesel. D'ailleurs, la marche arrière du gouvernement français à propos de cette mesure n'a pas mis fin aux mécontentements. Pour l'économiste française, ce sont les écarts de revenus qui expliquent la mobilisation des gilets jaunes. Parmi les manifestants, on trouve « *ceux qui reçoivent moins d'aides sociales tout en subissant d'importantes dépenses contraintes* ». Ils en appellent à plus de justice sociale. Cela n'a pas été suffisamment perçu, pas entendu. Sans doute, parce que les réalités de vie précaire sont méconnues, chacun vivant dans sa bulle. Sans doute aussi parce que nombre de médias se concentrent sur des présentations simplistes, voire caricaturales, et ne facilitent pas la compréhension mutuelle.

¹ Collectif de recherche sur le mouvement des gilets jaunes : <https://giletsjaunes.hypotheses.org>

² « *Aux racines du mouvement des gilets jaunes* ». Opinion publié dans *Alternatives économiques*, avril 2019, p.75-76.

De notre côté de la frontière, Christine Mahy, secrétaire générale du Réseau wallon de lutte contre la pauvreté, confirme : « *On ne se rend pas compte à quel point des portions importantes de la population vivent à ce point en flux tendu. Pour elles, n'importe quel élément déséquilibre la stabilité déjà difficile à tenir, pour nouer le dernier jour du mois au premier du suivant* ». Et, elles « *ne trouvent plus nécessairement l'espace pour faire entendre ces situations* ». Endosser un gilet jaune est une manière de le faire.

Est-ce pour autant le signe d'une indifférence à l'environnement ? La secrétaire générale du Réseau dénonce l'attitude de certains politiques qui attisent les clivages, taxant ces personnes de mauvais citoyens parce qu'elles ne s'intéresseraient pas à l'environnement... « *Ce n'est pas parce que les gens ont peur que les mesures environnementales s'abattent un peu plus sur leurs maigres ressources, qu'ils ne sont pas conscients dans enjeux climatiques* », observe Christine Mahy.

La sous-consommation et la surexposition

Leur crainte de voir des mesures climatiques affecter leurs revenus semble d'autant plus légitime si on se réfère à l'adage pollueur-payeur. Dans le débat sur les acteurs et les actions de transition écologique, la formule apparaît parfois. Elle a été avancée à l'échelle des pays³. Mais à l'échelle de nos régions et de leurs habitants, elle peut aussi se faire valoir. « *La majorité des gens qui vivent dans le 'trop peu de tout' sont aujourd'hui dans des 'sous-conditions' de vie, rappelle-t-on au Réseau wallon de lutte contre la pauvreté. Ils sous-consomment de l'énergie, de l'eau, de la mobilité, du droit à la détente et aux vacances... Ce ne sont pas eux qui prennent l'avion deux ou trois fois par année pour aller faire des city-trips* ». Et on peut multiplier les exemples : les populations plus précarisées seraient également plus touchées par les problèmes environnementaux tels que la pollution de l'air⁴, du fait des quartiers dans lesquels elles résident. On peut y voir une double peine.

Du côté des « gilets verts »

Cette inégalité sociale, les *pilliers* du mouvement *Youth for climate* en ont apparemment conscience. Sans doute les gilets jaunes et d'autres rassemblements qui dénoncent les inégalités socio-économiques croissantes n'y sont pas étrangers. Ils ont remis à l'agenda médiatique, politique... les défis de justice sociale.

³ Avec la dérive cynique de l'achat de permis de polluer de pays industrialisés à des pays largement moins polluants.

⁴ « *L'environnement comme source d'inégalité ? Pauvreté et désengagement citoyen dans la ville* », par Zoé Lejeune, sur www.inegalites.be, août 2016.

Du côté des « gilets verts », le message semble avoir été entendu. Ainsi une des figures de la mobilisation des jeunes pour le climat, Adélaïde Charlier, déclare-t-elle : « *Certes, chacun doit faire des efforts, mais cela ne suffira pas tout seul. Et demander à tous, sans distinction, de diminuer leur empreinte environnementale alors que certains n'émettent quasiment rien, cela n'a aucun sens. Le politique est essentiel, pour recadrer la société de manière équitable* »⁵. Pour elle, il faut dépasser la responsabilité individuelle. **La dimension sociale n'est pas absente des débats environnementaux.**

Rappelons que le « développement durable », par exemple, se définit autour de trois piliers : **être à la fois économiquement efficace, socialement équitable et écologiquement tolérable**. Il ne s'agit donc pas de se « limiter » à une préoccupation pour la préservation de l'environnement. Théoriquement, en tout cas, est intégrée une dimension de lutte contre les inégalités.⁶ Cet aspect constitue même, aux yeux de certains mouvements pour le climat, un élément essentiel. Ainsi, la Coalition Climat qui réunit une septantaine d'associations belges insiste sur cette considération « *Depuis mars 2018, via notre nouvelle tagline "Ensemble pour la justice climatique" dans notre nom nous voulons accentuer l'aspect de la justice sociale au Nord et au Sud, qui est liée aux changements climatiques.* »

L'écologie s'affiche aussi sur les gilets

Grâce au projet « Plein le dos », les messages portés par les gilets jaunes s'affichent sur le web. Le site www.pleinledos.org est une galerie de photos de dos vêtus de gilets. Il raconte les messages portés au fil des mobilisations. L'idée : faire œuvre de mémoire et surtout contrecarrer ceux qui ont réduit les gilets jaunes à un « mouvement d'illettrés haineux ». Messages de colère, messages humoristiques ou philosophiques... il en est certains qui portent sur l'écologie. Preuve d'une préoccupation commune. « *Gilets jaunes + planète bleue = tous verts* » résume un gilet de l'acte 18.



⁵ *Le soir*, 3 mai 2019.

⁶ Lire l'analyse critique autour du concept de développement durable : « *Le développement durable remis en question* », analyse 04/2019. Disponible sur www.vivre-ensemble.be

Gagnant-gagnant

Dans les mesures à prendre, il y a des convergences possibles entre protection de l'environnement et justice sociale. [En matière de logement](#) par exemple. Avoir accès à un logement salubre, isolé, dépourvu de ces vieux chauffages électriques qui surconsomment, muni de châssis qui évitent de chauffer autant l'extérieur que l'intérieur... Voilà qui améliorerait la qualité de vie des moins nantis et bénéficierait à l'environnement. [En matière de mobilité](#) également, enjeux climatiques et amélioration de la qualité de vie peuvent être liés. Disposer d'un réseau de transport en commun dense, à prix raisonnable... réduirait les pollutions et améliorerait l'existence de nombre de personnes contraintes à l'isolement, faute de moyens de transport accessibles.

La clé serait dans l'offre

Poursuivons avec cet exemple de la mobilité. Aujourd'hui, vivre sans voiture est extrêmement compliqué, voire impossible pour beaucoup d'habitants de villages en Wallonie. Ne pas avoir de véhicule, quand vous habitez certains coins de Belgique, devient même une forme de précarité. « *Votre droit au déplacement, à la mobilité est atteint* », estime Nicolas Van Nuffel, président de la Coalition climat. Et l'expert d'interroger : « *alors qu'on avait le meilleur réseau ferroviaire au monde au 19^e siècle, comment se fait-il qu'on a décidé de couper tout ça et de prôner le tout à la voiture ?* »

[Il semble vital et urgent de travailler aux solutions de mobilité collective, moins polluantes, et à leur maillage.](#) Une réflexion similaire sur l'offre disponible, ses adaptations, pourrait être posée par rapport au logement ou à l'alimentation. La clé tant environnementale que sociale serait dans l'offre, davantage que dans la taxation des « pratiques polluantes » qui, elle, serait davantage « favorable » aux plus riches, à ceux qui ont les moyens de l'honorer.

Où trouver les moyens ?

À ceux qui invoquent le coût élevé de la transition écologique, le président de la Coalition Climat répond que « *c'est un argument bateau pour ne pas agir* ». Certes, reconnaît-il, pour assurer cette transition, des investissements sont nécessaires - dans un premier temps, en tout cas. Certes, ajoute-t-il, dans le contexte actuel, il semble extrêmement difficile de réaliser ces investissements : « *on est comme coincés dans l'austérité au niveau européen* ». Mais « *il faut être créatif* », avance Nicolas Van Nuffel. Il évoque alors une idée novatrice de l'économiste Pierre Larrouturou et du climatologue Jean Jouzel, celle d'un pacte finance climat⁷, permettant de « *réconcilier l'idée de justice sociale et celle de justice climatique* ». Concrètement, ce pacte propose [la création d'une banque européenne du climat](#) qui

⁷ <https://www.pacte-climat.eu/fr/>

pourrait investir dans la transition, notamment l'isolation des logements, en mettant en place [un impôt européen sur les sociétés](#). L'échelon européen n'est pas choisi par hasard. Il répond aux pratiques de délocalisation de certaines entreprises au sein de l'Europe, soucieuses d'échapper à l'impôt sur leurs profits. Créer en Europe comme aux Etats-Unis un impôt fédéral sur les sociétés permettrait davantage de contributions des entreprises aux projets collectifs, projettent les tenants cette idée.

Florilège d'idées

Ce 26 avril 2019, Vivre Ensemble avec Braine-l'Alleud en transition rassemblait une quarantaine de personnes autour de la question : « *l'écologie peut-elle se passer de la justice sociale ?* ». Des participants émergent des pistes concrètes à la fois écologiquement et socialement justes. En voici quelques-unes.

- Transports en commun gratuits pour tous ou plus abordable pour concurrencer l'usage de la voiture.
- Développer les transports en commun (réseau plus étendu).
- Intermodalité des transports.
- Réhabiliter des gares mises hors service pour relancer l'utilisation des transports en commun.
- Redistribuer la taxe carbone au profit des plus démunis.
- Généraliser les pistes cyclables, les bandes de co-voiturage.
- Octroyer une prime pour le télétravail.
- Miser sur l'éducation.
- Expliquer la distribution et les usages des impôts.
- Revoir le système de taxation des plus riches.
- Taxer plus les importations pour préserver le local.
- Revoir la PAC (Politique agricole commune).
- Logements sociaux : rénovation selon critères écologiques.
- Isoler les maisons.
- Emprunt à 0% pour l'isolation des bâtiments publics.
- Arrêter de pénaliser les gens qui cohabitent.
- Soutenir les conversions d'agriculteurs vers le bio et les petits producteurs locaux.
- Favoriser l'accès aux circuits courts.
- ...

Et un participant d'insister sur un « *précieux éveil de conscience* », celui que « *la grande vague d'intérêt pour le climat risque d'éclipser la détresse des gens précarisés* ».

Conclusion

Combiner le vert de la lutte contre les dérèglements climatiques et le jaune de l'esprit de justice sociale, c'est apparemment une alliance qui fait son chemin. Une alliance sans doute facilitée par le fait de partager un même souhait : dénoncer le règne de la loi du plus fort, condamner la recherche de profits au bénéfice de quelques-uns. Car, dans cette voie compétitive, nature et humains environnants sont mis à mal. Derrière les interpellations des gilets verts et des gilets jaunes, on peut voir les traces d'une perspective commune, celle d'un changement de société, d'une transition juste.

Mais combiner le vert et le jaune, n'est-ce pas également aller au-delà d'une convergence théorique ? Et pratiquer la rencontre entre deux mondes ? Dans les faits, acteurs de la lutte contre la pauvreté et militants environnementaux se fréquentent trop peu. Tous ont à gagner en apprenant à se connaître, à se fréquenter avec régularité, voire à se mélanger pour construire ensemble des revendications communes.

Catherine Daloze
Chargée d'études et de projets



Avec le soutien de



Disponible sur www.vivre-ensemble.be

Exemplaires sur demande : info@vivre-ensemble.be ou 02 227 66 80